

POUR L'EMPLOI : La C.F.D.T. avance et propose

ALLER au-delà du discours général sur l'emploi, c'est chose faite pour la majorité des équipes C.F.D.T. cheminotes. Depuis l'automne 1984, le lancement de la campagne nationale sur les effectifs porte ses fruits. Les délégués, dans tous les établissements, interviennent sur le concret des évolutions de l'emploi. Ils comparent les départs, les embauchages, les mutations, etc., sollicitent des explications dans leurs établissements et, depuis le début de 1985, décident avec les cheminots de mener l'action :

- pour refuser les restructurations (exemple Conflans-Jarny) ;

- ou pour exiger de nouveaux emplois, en lien avec le développement du service (exemple : gare de Lyon) ;

- ou pour améliorer les conditions de travail (exemple Lumes, Mohon, Paris-Montparnasse ou l'action reconductible sur l'astreinte).

L'enquête nationale est maintenant dépassée, de nouvelles initiatives sont réalisées autour de la formation, ce qui doit se traduire par la reconnaissance de nouveaux emplois et d'une nouvelle qualification, en priorité pour les niveaux d'exécution.

L'embauchage des jeunes, c'est l'atout de demain ; il nous faut donc utiliser et amplifier l'action syndicale pour :

- faire respecter l'accord de juin 1984, signé par la S.N.C.F. avec les Pouvoirs publics, qui prévoit, sur un an, l'embauchage de 1.000 jeunes en contrat emploi-formation ou adaptation (à ce jour, la S.N.C.F. n'a

même pas atteint l'embauchage de 500 jeunes à ce titre) ;

- développer l'apprentissage et le recrutement des élèves, au lieu de la fermeture des centres existants ;

- contraindre les établissements à appliquer toutes les dispositions légales, en particulier sur l'insertion professionnelle des jeunes.

Les T.U.C. (Travaux d'Utilité Collective, 20 heures par mois avec 1.200 F) viennent d'être imposés à la S.N.C.F., à raison de 3.900 pour 1985. Ce sont les directeurs de région qui assureront la mise en œuvre ; les comités d'établissements seront consultés. Il appartient à tous les délégués C.F.D.T. d'être vigilants pour que les travaux des T.U.C. ne remplacent pas des emplois stables. Il nous faut aussi obtenir pour ces jeunes des acquis supplémentaires (au moins les 500 F supplémentaires, la cantine au tarif cheminot, l'accès aux cabinets médicaux, des facilités de circulation, etc.).

L'embauchage définitif de ces jeunes doit être la priorité de la C.F.D.T. Les T.U.C. d'aujourd'hui ne sont-ils pas les salariés de demain ?

La C.F.D.T. vient d'intervenir également pour la défense collective de l'emploi, en vue d'obtenir de meilleures conditions d'application des horaires individualisés et du temps partiel. Pour ce dernier, il doit être applicable à la S.N.C.F. dès le mois d'avril 1985 ; renseignez-vous auprès des délégués C.F.D.T.

Face aux grandes opérations décidées par la Direction (moins 5.000 emplois en 1985), la C.F.D.T. a décidé d'amplifier l'information aux cheminots, les tournées et débats sur les chantiers et dans les bureaux, afin de poursuivre le développement des actions locales permettant de réaliser une riposte nationale.

En complément sur l'emploi, au-delà de la seule S.N.C.F., la C.F.D.T. est moteur dans la réalisation de l'action européenne du mois d'avril, dont les points dominants seront les manifestations à Strasbourg et à Bruxelles, les 23 et 25 avril. Soyons nombreux à ces rendez-vous revendicatifs, pour défendre l'emploi et le développement de tous les réseaux européens.



Sommaire

Pages 2 et 3
Pages 4 et 5
Page 6
Page 7
Page 8

Train européen
L'accord salarial
Informations pratiques
La sécurité - L'astreinte
Formation - Activités sociales

Du 15 au 25 avril 1985

ACTION DES CHEMINOTS EUROPÉENS

DANS toute l'Europe, une politique « d'assainissement » des chemins de fer se développe. Cette politique basée sur une très forte augmentation de la productivité, s'appuie sur des moyens plus que condamnables :

- contraction des réseaux ;
- suppression de lignes ;
- fermeture d'établissements ;
- suppression d'effectifs, etc.

En bref, l'on assiste surtout à une diminution de capacité du fer et l'on parle peu de reconquête de trafic.

LES EXEMPLES SONT NOMBREUX

● En Angleterre (B.R.), des directives prévoient un plan de réduction sensible de l'offre marchandises, la réduction de 15 000 emplois, la privatisation de certains secteurs (ateliers matériel et équipement).

● La D.B. (Allemagne) s'oriente vers la suppression de 6 000 km de lignes, la suppression de 80 000 agents, la réduction de la moitié des triages.

● La S.N.C.B. (Belgique) ferme des gares et ne remplace pas les agents partant en retraite.

● Les C.F.F. (Suisse) ont un plan de réduction de 20 % du déficit en rationalisant l'exploitation et en réduisant les charges.

● Les Espagnols (R.E.N.F.E.) ont fermé 1 500 km de ligne au 1-1-1985.

● En Italie, un débat est engagé pour voir comment réduire l'inquiétante situation financière des F.S.

● En France, si l'arrivée de la Gauche au pouvoir a permis l'arrêt de la contraction du réseau et même son extension (réouverture de trois sections de lignes, T.G.V. Atlantique), depuis 1984, les suppressions d'effectifs sont réparties (moins 5 000 en 1984, moins 5 000 prévues en 1985).

Cela ne va pas avec la priorité à l'emploi : axe revendicatif de la C.F.D.T. mais aussi d'autres organisations syndicales en Europe.

DES DÉBATS DANS LES INSTANCES EUROPÉENNES

Parallèlement, la commission européenne à Bruxelles a fait engager au parlement européen un débat sur « la situation économique et financière des chemins de fer » afin d'arriver à l'équilibre financier en

trois ans pour les compagnies de chemins de fer.

Si des mesures sont adoptées, elles ne manqueront pas d'avoir des répercussions importantes sur tous les travailleurs du rail et le service public car le droit européen prévaut le droit national.

L'ANALYSE C.F.D.T.

La C.F.D.T. a, depuis longtemps, dénoncé les causes qui ont amené cette situation financière des chemins de fer :

- sous-tarification marchandises ;
 - intervention grandissante des Etats dans la gestion des chemins de fer avec, souvent, des répercussions négatives ;
 - manque d'apport en capital ;
 - conditions de concurrence faussées ;
 - charge importante des coûts d'infrastructures ;
 - obligation d'emprunts...
- Les cheminots ne sont pas responsables de cette situation.

UNE RIPOSTE INTERNATIONALE

L'I.T.F. (organisation internationale des travailleurs du

STRASBOURG LE 23 AVRIL 1985

Déroulement de la journée

Le 22 avril, vers 21 heures : arrivée du train, il sera garé quai 1.

Le 23 avril, à partir de 9 heures : ouverture du train à la visite dans la

matinée ; éventuellement, délégation au Conseil de l'Europe.

10 h 30 : conférence de presse (durée prévue 45 mn) dans la

voiture conférence prévue à cet effet ; ensuite les journalistes rejoindront les personnalités pour :

11 h 15 : visite du train par les personnalités qui ont été invitées ;

12 heures : apéritif avec regroupement des journalistes et des personnalités ;

14 heures : départ de la manifestation pour le siège du parlement européen ;

15 h 30 : arrivée au palais de l'Europe ; réception de la délégation ;

16 heures : dislocation des manifestants ;

18 heures : fin de la visite du train ;

19 h 30 : repas commun des différentes délégations à la cantine.

Le 24 avril, vers 8 heures, départ du train pour Bruxelles.

De nombreuses initiatives C.F.D.T. seront réalisées : stands, montages, buvettes, etc.

Venez nombreux.



ACTION DES CHEMINOTS EUROPÉENS (suite)

transport) à laquelle adhère la C.F.D.T. (plus en France F.O. et F.M.C.), a décidé une action internationale des cheminots européens en avril pour :

- promouvoir les chemins de fer en Europe, développer le rail c'est créer des emplois ;

- s'opposer aux mauvais coups qui se préparent et à la privatisation.

C.F.D.T., F.O., F.M.C. ont proposé aux autres organisations syndicales françaises de cheminots de s'associer à cette action ; elles seront présentes à Strasbourg pour soutenir l'initiative I.T.F.

UNE ACTION CONSIDÉRABLE POUR DEUX RAISONS

1° C'est une action originale : un train syndical se rendra de Vienne à Bruxelles, en traversant l'Autriche, l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, la France, le Luxembourg et la Belgique. Ce train sera composé d'une voiture exposition par pays participant. Il circulera du 15 au 25 avril.

- Une manifestation aura lieu dans chaque pays traversé (visite du train, meeting, débat, conférence de presse...).

En France, c'est Strasbourg qui a été retenu. Strasbourg est en effet le siège du parlement européen.

- Une manifestation internationale aura lieu à Bruxelles avec la participation de tous les cheminots européens.

2° En 1978 avait déjà eu lieu un rassemblement de cheminots à Bruxelles mais c'est la première fois qu'une action de cette ampleur peut se faire, réunissant tous les cheminots d'Europe pour la défense de leurs intérêts communs et du service public.

C'est un événement important qu'il faut souligner.

LA C.F.D.T. A FOND DANS CETTE ACTION

Dès le départ, la C.F.D.T. a été partie prenante et bien décidée à faire le maximum pour contribuer à la réussite de ce train européen.

Cette action s'inscrit parfaitement dans la campagne pour l'emploi que la C.F.D.T. mène depuis

de nombreux mois. D'autre part, la C.F.D.T. est persuadée que l'Europe doit se faire mais pour la C.F.D.T., il s'agit bien de ce que nous appelons « l'Europe des travailleurs ».

- Une réponse unie des cheminots européens marque une étape importante dans cette construction.

- Une réponse unie des cheminots européens devient de plus en plus nécessaire pour la défense de notre outil de travail et l'avancée de nos revendications communes.

- Une réponse unie des cheminots européens pour attirer l'attention sur les qualités fondamentales du fer pour la collectivité (moyen de transport sûr, non polluant, économe en énergie, performant...).

- Une réponse unie des cheminots européens pour réclamer une véritable politique commune des transports, basée sur la complémentarité entre modes et non sur leur concurrence sauvage si préjudiciable aux travailleurs et à la collectivité.

23 avril, Strasbourg ; 25 avril, Bruxelles : 2 dates importantes.

Pour toutes ces raisons, la C.F.D.T. appelle tous ses militants adhérents mais aussi tous les cheminots :

- à populariser cette action ;
- à retenir ces deux dates afin que le maximum de cheminots soient présents :

- à Strasbourg, le 23 avril ;

- et à Bruxelles, le 25 avril.

C'est notre avenir qui est en jeu.

PLAN SOCIAL DE MODERNISATION

Pas d'objectifs sociaux !

Après deux réunions avec la S.N.C.F., les premiers éléments que nous retirons des discussions sur un nouvel « accord social de modernisation » ne nous incitent pas aux réjouissances. En effet, face aux demandes des organisations syndicales et principalement à celles de la C.F.D.T., la direction se contente d'avancer ses propres objectifs, à savoir faire passer la modernisation et les restructurations sans pour autant prévoir de répartir les gains de productivité escomptés.

Dès le début des discussions, la C.F.D.T. a fait savoir qu'elle attendait de ces négociations autre chose qu'un simple « dépoussiérage » de l'accord-cadre de 1968. Nous avons affirmé la nécessité de lier la modernisation à une nouvelle dynamique de développement de la S.N.C.F. et de son groupe qui doivent s'insérer dans le tissu économique local et régional. Pour nous, la recherche du meilleur coût, de l'efficacité, de la productivité doit permettre des avancées sur la situation sociale du personnel et nous ne saurions cautionner un « plan social » qui ne conduirait pas à des avancées collectives pour le personnel dans les domaines de l'emploi des jeunes, des conditions de travail, de la formation (qui ne peut être une simple adaptation au nouveau poste de travail), du déroulement de carrière et de salaires.

Le premier texte que nous a proposé la direction le 19 mars nous

est apparu très désuet et sans dynamisme :

- aucune mention du groupe S.N.C.F. ni de l'emploi dans l'entreprise ;

- rien sur l'amélioration des conditions de travail ;

- manque d'engagement sur l'amélioration de la formation ;

- rien sur l'évolution de la grille salariale.

Par contre, la direction annonce qu'elle réduira le nombre des filières et des spécialités et prévoit des possibilités de passerelles entre filières.

Le projet de texte apparaît même comme en retrait par rapport au préambule de « l'accord-cadre modernisation » qui était pourtant jugé par la direction comme dépassé. En arriverions-nous à présent à marcher comme les écrevisses ? Nous pourrions le vérifier lorsque la direction nous aura remis un nouveau texte dans le courant d'avril.

UN NOUVEAU STYLE DE NÉGOCIATIONS

L'ANNÉE 1985 aura apporté deux nouveautés dans la pratique des négociations salariales à la S.N.C.F. :

— d'abord, la négociation a été très courte ; elle n'a duré qu'une journée ;

— ensuite, l'accord, conclu le 4 mars, est applicable dès le 11 mars, ce qui n'était plus arrivé depuis plusieurs années dans notre entreprise.

Si la rapidité de la négociation a surpris certaines organisations syndicales, elle ne peut que satisfaire les pragmatiques. A quoi sert-il de discuter pendant plusieurs mois quand on connaît, dès le départ, le but à atteindre et que ce but ne peut en aucun cas être dépassé ? A moins qu'on ne puisse compter sur une mobilisation importante capable de modifier le contexte. Mais nous avons pu constater depuis plusieurs années que la mobilisation est faible et les revendications des organisations syndicales en présence souvent divergentes ; la longueur de la négociation n'apporte pas obligatoirement plus de résultats. D'ailleurs, en comparant les négociations 1984 et 1985, nous remarquons que la négociation de l'année dernière a été très longue mais que son résultat serait plutôt moins bon que cette année. Quand

les limites sont connues d'avance, il est inutile d'amuser la galerie avec une longue négociation.

Un début difficile

Quand débute la négociation, le 4 mars au matin, les propositions de la direction sont plutôt minces (voir le tableau ci-contre). L'évolution de la masse salariale doit suivre l'évolution des prix mais une réduction de 0,8 % nous sera appliquée d'office pour tenir compte des effets du Glissement-Vieillesse-Technicité (G.V.T.) sur nos salaires. Pour le cheminot moyen, ce G.V.T., c'est de l'hébreu ; en fait, certains estiment que dans le secteur public et nationalisé, nous bénéficions d'améliorations salariales par le biais de l'ancienneté et de l'avancement et on réduit d'office l'ensemble de la masse salariale pour tenir compte de ce phénomène. Or, il existe des chemins (notamment à l'exécution) qui ne prennent dans l'année ni niveau, ni indice, ni même un échelon d'ancienneté ; en réduisant d'office l'évolution de la masse salariale, on les pénalise. De plus, l'évolution des pensions et retraites est fonction de l'évolution des salaires ; or, les retraités ne peuvent plus avoir d'avancement ; ils sont donc aussi pénalisés. C'est pourquoi

l'ensemble des organisations syndicales ont demandé à modifier l'application de ce G.V.T. Voyant que la direction maintiendrait un prélèvement sur la masse, la C.F.D.T. a demandé des mesures spécifiques pour le personnel d'exécution, les contractuels et les retraités.

Après avoir écouté toutes les remarques, la direction nous convoquait le soir même à 18 heures pour une deuxième séance en nous promettant des propositions nouvelles.

Des ouvertures

Dès la reprise à 18 heures, la direction annonçait qu'elle diminuait l'importance du prélèvement pour G.V.T. (0,5 %) et proposait des opérations nouvelles avec le crédit ainsi dégagé. Une bonne part était utilisée pour avancer de quelques mois les augmentations en pourcentage, mais la direction proposait aussi :

— d'augmenter la somme uniforme (d'abord à 270 F puis à 280 F) ;

— une mesure « bas salaires » pour les contractuels (voir encarté) ;

— une mesure indiciaire pour le personnel d'exécution (voir article ci-après) ;

— une mesure pour les retraités : intégration d'un demi-point d'indemnité de résidence dans le traitement.

Si ces mesures allaient dans le sens de nos revendications, elles étaient un peu maigres (0,35 % de la masse salariale) et ne plaisaient pas à toutes les organisations en présence.

Si F.O. et C.F.T.C. ont apprécié avec nous l'augmentation de la prime uniforme, F.M.C. et C.G.C. se sont prononcées contre.

Les cinq organisations représentatives du personnel d'exécution ont approuvé la mesure indiciaire en la justifiant comme réparant une injustice, mais nous avons été les seuls à nous féliciter de la mesure concernant les contractuels en souhaitant que cette mesure ait un plus grand champ d'application.

Les blocages

Aucune mesure catégorielle n'a été proposée pour cette année, la direction préférant attendre le résultat des discussions sur les fusions

Les propositions de la direction

	Propositions initiales	Propositions définitives
Augmentations en pourcentage	1,5 % au 1-3-1985 1,5 % au 1-8-1985 1,5 % au 1-12-1985	1,5 % au 1-3-1985 1,5 % au 1-7-1985 1,5 % au 1-11-1985
Prime uniforme	250 F au 1-10-1985	280 F au 1-10-1985
Mesure indiciaire	Rien	Relèvement des pourcentages de passage à l'exécution (voir le tableau ci-après) au 1-4-1985
Mesures en faveur des contractuels au 1-5-1985	Rien	Relèvement des coefficients hiérarchiques les plus faibles (voir l'article spécial)
Amélioration des retraites	Rien	Intégration de demi-point d'indemnité de résidence dans le traitement
Clause de sauvegarde	Si l'évolution en masse des prix dépasse 5,2 %, les augmentations en pourcentage seront avancées	— id. —

de filières pour engager des opérations. Mais notre plus grande déception a bien été le refus de la direction de s'engager dans une opération concernant l'emploi en programmant une étape de réduction du temps de travail. La C.F.D.T. est intervenue plusieurs fois sur ce sujet mais a reçu peu d'appui des autres organisations syndicales.

Le maintien du pouvoir d'achat pour TOUS en pourcentage semblant être une priorité pour la plupart, il était difficile d'obtenir gain de cause dans cette négociation. Pour espérer déboucher un jour prochain sur nos priorités « bas salaires » et « emploi », il faut que tous nos militants et adhérents se mobilisent sur le terrain pour expliquer aux cheminots, y compris à ceux militant dans d'autres organisations syndicales, que, dans la période actuelle, il faut prioriser les plus défavorisés qui sont bien les chômeurs et les mal payés.

OPÉRATION « BAS SALAIRES » POUR LES CONTRACTUELS

Suite aux négociations de l'accord salarial 1985, la direction S.N.C.F. a entamé des discussions sur la répartition du crédit catégoriel de 0,01 % de la masse salariale prévue pour relever les salaires des contractuels régis par l'annexe 2 du PS 26 (femmes de ménage, gardiens, employés de cuisines, lingères, etc.).

La C.F.D.T. n'avait pas signé l'accord car elle jugeait le crédit consacré aux « bas salaires » comme insuffisant, mais elle a participé aux discussions en C.M.S. sur la répartition du crédit. La direction a proposé les opérations suivantes :

— pour les contractuels (les) des coefficients 122 et 127 : relèvement au coefficient 132 (1 300 sont concernés (es) dont 900 à temps partiel) ;

— pour les contractuels (les) du coefficient 132 : relèvement au coefficient 136 (2 000 personnes concernées dont 1 200 à 1 300 à temps partiel) ;

— pour les contractuels (les) des coefficients 136 et 141 : relèvement au coefficient 145 (400 personnes concernées dont 200 à temps partiel).

La C.F.D.T. a demandé que les relèvements proposés permettent d'atteindre au minimum le coefficient 154 (équivalent du niveau 2 du cadre permanent), mais la direction a refusé en invoquant l'enveloppe prévue pour le crédit catégoriel ; la C.G.C. et la F.M.C. l'ont soutenue.

La direction a, par contre, accepté de répondre à notre demande et proposé de reprendre les discussions sur le PS 25 en commission mixte du statut.

LETTRE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Nous vous confirmons notre entretien téléphonique du lundi 11 mars : la C.F.D.T. ne signe pas l'accord salaires et retraites pour 1985.

Après consultation de nos équipes syndicales, il apparaît que les mesures en direction des bas salaires, nombreux à la S.N.C.F., sont insuffisantes.

Le refus de la direction de discuter de la réduction du temps de travail, de l'amélioration des conditions de travail, des nouvelles technologies et des problèmes d'astreinte en lien avec l'emploi et l'embauchage des jeunes, crée un blocage social qui ne peut qu'entraîner un développement des actions sous diverses formes.

Par ailleurs, l'application répétée de retenues de salaires en cas de maladie entraîne un mécontentement important sur de nombreuses régions, et il convient, selon la C.F.D.T., d'ouvrir des négociations sur ce point du règlement.

Pour être plus précis sur les mesures insuffisantes de l'accord salarial, nous voudrions souligner :

1° Que les mesures durables prévues en matière de contractuels et de notations indicielles vont dans le bon sens, mais qu'elles sont insuffisantes : 0,03 % de masse salariale, c'est trop peu.

2° Que la mesure en direction des retraites est satisfaisante mais qu'elle ne compense pas totalement la prise en compte de la part G.V.T.

3° L'absence d'attribution de points de grille et le refus de mesures catégorielles, là où ça coïncide, ont pesé lourd dans l'appréciation négative de la C.F.D.T.

L'utilisation de 0,23 % de masse salariale pour une avancée d'un mois de deux augmentations de salaires et retraites est, selon la C.F.D.T., une erreur d'appréciation de la direction par rapport à une éventuelle signature de la C.F.D.T. Cette masse permettrait, soit de porter à 500 F la prime uniforme, ou mieux, de prévoir des mesures durables par l'attribution de points de grille à certains niveaux, notamment du 1^{er} collège.

Nous sommes prêts à renégocier, à tout autre moment de l'année 1985, avec la direction sur les différents points soulignés par cette lettre.

Veuillez agréer...

COUP DE POUCE SUR LES INDICES

Un changement d'indices, c'est aussi une progression des salaires de l'ordre de 2,9 à 4,5 % pour ceux qui sont concernés. A la fin du mois d'avril, quelques dizaines de milliers de cheminots (tes) en bénéficieront.

L'objectif de la C.F.D.T. est, entre autres, de réduire les inégalités entré collègues, ce qui passe par une modification du statut et notamment des pourcentages de passage d'un indice à l'autre. Actuellement, le délai de passage moyen est de l'ordre de 4 ans dans le collège exécution, et de moins de 3 ans dans le collège cadres. Lors des discussions salariales, c'est la C.F.D.T. qui a particulièrement insisté sur ce point et obtenu une nouvelle étape de modification des pourcentages (voir tableaux ci-après). La C.F.D.T., avec le soutien des cheminots (tes), poursuivra son action.

1^{er} tableau : Situation actuelle (en pourcentage)

	de A à B	de B à C	de C à D
Niveaux cadres	30 %	25 %	21 %
Niveaux maîtrise ...	26 %	22 %	18 %
Niveaux 4	23 %	18 %	15 %
Niveaux 1 à 3	21 %	18 %	15 %
Niveaux T 3, T 4, T 5	22 %	18 %	—
Niveaux T 1, T 2...	18 %	15 %	—

2^e tableau : Evolution dans le temps
(ex. des niveaux 1, 2, 3)

	En 1978	En 1980	En 1981	En 1985
de A à B	20 %	20 %	21 %	21 %
de B à C	16 %	17 %	17 %	18 %
de C à D	12 %	13 %	13 %	15 %

Quelques comparaisons de délais moyens de passage d'un indice à l'autre en 1984 (en mois)

	de A à B	de B à C	de C à D
Niveaux 10	27	35	35
Niveaux 7	36	34	39
Niveaux 3	43	43	38
Niveaux 2	40	43	37
Niveaux 1	—	34	47

INFORMATIONS PRATIQUES

ALLOCATIONS FAMILIALES

1. - REVALORISATIONS

La base mensuelle de calcul, fixée à 1 549 F, depuis le 1^{er} juillet 1984, est portée à 1 602 F, au 1^{er} janvier 1985 soit 3,4 % d'augmentation.

● Allocation familiales : 2 enfants 512,64 F.

Chaque enfants en plus : 640,80 F.

Majoration pour enfant âgé de 10 ans à 15 ans : 144,18 F.

Plus de 15 ans : 256,32 F

ALLOCATION FAMILIALE SUPPLÉMENTAIRE

TAUX MENSUEL AU 1^{er} JANVIER 1985

Pour tous les agents de tous grades et auxiliaires, le montant mensuel pour un enfant est de 15 F. Pour 2, 3 enfants, et au-dessus, voir tableau ci-après.

Niveaux hiérarchiques				
Agents du cadre permanent	Auxiliaires à salaire mensuel	2 enfants	3 enfants	Par enfant en sus
		F	F	F
1	C	190,66	461,77	321,33
2	D	207,06	505,50	354,12
3	E	227,47	558,92	394,94
4	F	254,83	632,89	449,67
5		277,28	692,76	494,57
6		299,43	751,81	538,85
7		334,11	844,28	608,21
8		378,67	963,13	697,35
9		436,91	1 118,44	813,83
10		494,07	1 270,86	928,15
T1		203,09	494,90	346,18
T2		225,34	554,24	390,68
T3		242,93	601,15	425,86
T4		271,99	678,64	483,98
T5		293,99	737,31	527,98
G2	G 2 A	163,95	390,53	267,90
G1	G 1 A	171,60	410,94	283,21

A titre de rappel, la C.F.D.T. a écrit (en octobre 1983), au Président du Conseil d'administration de la S.N.C.F. (Chadeau), pour que cette allocation ne soit plus hiérarchisée (à ce jour, toujours pas de réponse).

● Le complément familial qui passe de 645 F à 667 F est maintenu dans les mêmes conditions que précédemment (famille d'au moins 3 enfants, ou enfant de moins de 3 ans). Dans le cas d'une famille qui compte plusieurs enfants de moins de 3 ans, il est versé par enfant.

● Les autres allocations sont également augmentées à cette date.

2. - CRÉATIONS

(Applicable aux enfants conçus après le 31 décembre 1984, remplace les allocations prénatales, postnatales et le complément familial.)

1. Allocation au jeune enfant :

— dès 3 mois de grossesse à la naissance de l'enfant : 736 F par enfant ;

— de la naissance au 3 ans de l'enfant, 736 F par enfant sans conditions de ressources (les mêmes que pour le complément familial).

2. Allocation parental d'éducation

A la naissance du troisième enfant pour cessation de toute activité professionnelle : 1 000 F par mois ; pour un passage à mi-temps : 500 F par mois.

PARTEZ EN VACANCES EN MONTAGNE AVEC L'I.N.V.A.C. Chamonix « Les Cimes »

A 1 050 m d'altitude face au Mont-Blanc.

Le foyer est installé dans un ancien hôtel rustique du village des Praz, à 1 000 m d'altitude face au Mont-Blanc, à proximité des frontières suisse (Valais) et italienne (Val d'Aoste par le tunnel du Mont-Blanc).

Maison familiale de vacances de type traditionnel comportant des chambres, en bâtiments de trois étages, offrant 160 places en chambres familiales. Eau chaude, w.-c. et douches à l'étage, chauffage central, salon pour les parents.

Club pour les enfants. A 4 km école de glace et de neige. Monitorat pour les 2 à 12 ans toute l'année, 5 jours sur 7, hors vacances scolaires.

Repas parents-enfants séparés aux vacances scolaires.

Services demandés : service de table, mise et desserte des couverts, balayage salle à manger, essuyage vaisselle.

S.N.C.F. : Gare de Praz, de Chamonix, à 300 m.

Prix de pension complète

Taux journaliers variant suivant le quotient familial :

— plus de 18 ans, de 82 F à 164 F ;

— enfants, de 20 F à 140 F suivant âge et QF.

Pour tous renseignements et réservation, écrire à F.C.V. « Les Cimes », 74400 Les Praz-de-Chamonix. Tél. (16-50) 83.21.04.

Des emplois nouveaux

pour une meilleure sécurité

L'année 1985 a mal débuté en ce qui concerne les accidents du travail (5 morts pendant la période de froid), les quais, les marche-pieds des voitures voyageurs et des locomotives n'ont pas été déneigés dans de nombreux cas, souvent par manque d'effectifs.

— La formation concernant la nouvelle réglementation S6B, S9A et B n'est pas satisfaisante et ne permet pas aujourd'hui aux agents d'assurer leurs tâches avec toutes les règles de sécurité.

Le cycle de formation en quatre temps :

- formation théorique ;
- formation pratique ;
- contrôle de la formation ;
- suivi de la formation ;

n'a pas été respecté et ceci dans de nombreux cas par manque d'instructeur mais aussi d'effectifs (la S.N.C.F. n'a autorisé la formation que les agents des niveaux 3, 4 et au-dessus quelquefois les niveaux 2 mais jamais les niveaux 1) drôle de méthode. Tous ces faits démontrent que des emplois il en manque à la S.N.C.F. et que la sécurité en subit les contrecoups.

Mais ce n'est pas tout. Des négociations ont lieu actuellement sur la sécurité des agents des entreprises privées travaillant à la S.N.C.F. et la direction essaye par l'application des textes (décret de 1977) de retirer sa responsabilité face aux accidents des agents de l'I.P. La C.F.D.T. reconnaît qu'il faille amé-

liorer la sécurité de ces agents mais, la S.N.C.F. a aussi des responsabilités car c'est elle qui décide des chantiers, passe les contrats, paie les entreprises, organise le travail en lien avec la circulation des trains.

Il est enfin à souligner que le nombre de rechutes après accident, tant du travail que trajet, est en augmentation (les arrêts de travail seraient-ils limités à cause du manque d'effectifs) ? Affaire à suivre...

Pour la C.F.D.T. une bonne sécurité implique des effectifs en conséquence, et en cas d'accident seule la responsabilité de la S.N.C.F. peut-être mise en cause car elle n'aura pas joué son rôle fondamental au niveau de la tenue des postes et de la formation. Pour une meilleure sécurité il faut embaucher.

Il faut compenser l'astreinte

Les cheminots soumis à l'astreinte ont débuté une action depuis le 29 mars pour une revalorisation des compensations de cette sujétion. Cette action se concrétise par 59 minutes d'arrêt de travail en fin de semaine et à ne pas prendre l'astreinte pendant le week-end.

De longue date, la C.F.D.T. a mobilisé et a cherché le moyen d'action le plus efficace par rapport à ce problème. L'assemblée générale des responsables régionaux à Paris a décidé dans sa grande majorité de passer à l'action sous la forme ci-dessus.

Quelques rappels sur cette sujétion :

— 1978 : la S.N.C.F. supprimait le paiement du 1/3 des communications téléphoniques ;

— 1979 : la S.N.C.F., avec le nouveau P.S. 4, supprimait le paiement des heures supplémentaires à 50 % (une indemnité de compensation était instaurée) ;

— 1980 : les agents S.E. déposaient leur voltmètre (appareil de

mesure) pour une meilleure compensation de l'astreinte ;

— 1981-1982 : une pétition nationale C.F.D.T. amenait la S.N.C.F. à augmenter l'indemnité d'astreinte de 18 % (inflation 12 %). Des actions de grève localisées avaient lieu (Lyon, Chambéry...) ;

— 1983-1984 : la C.F.D.T. met en priorité le problème d'astreinte pour le week-end et propose des actions (20 et 21 avril 1984) pour le week-end ;

— 1985 : pétition nationale et appel à l'action pour le 29 mars. Il faut réussir cette action sur l'astreinte et pour cela la C.F.D.T. a rencontré la C.G.T. au niveau national qui a lancé un appel parallèle.

La C.F.D.T. a effectué une demande d'audience à la S.N.C.F. qui n'a pas jugé utile de nous recevoir (à heure où nous écrivons).

Plus nous serons nombreux dans l'action, plus notre force sera

grande et plus la S.N.C.F. sera obligée de négocier.

Pour exemple, la compensation de la période de 0 heure à 4 heures n'a pas changé depuis 1946.

Le niveau de l'action déterminera le résultat pour la compensation.

Points à connaître

La grève suspend le contrat de travail dans tous ses effets, l'astreinte est prévue au PS 4 (règlement du travail), l'astreinte fait donc partie intégrante du contrat de travail, la grève suspend donc par le même coup cet effet du contrat de travail qu'est l'astreinte.

D'autre part :

Cette action ne fait perdre que peu d'argent :

Pour une heure de grève, perte de 1/160^e du salaire et pour ceux qui sont d'astreinte, pas de R.C.A. pour le samedi, dimanche.

Pour une heure de grève :

● Pour un salaire de 5 000 F : perte de 31 F.

● Et pour un salaire de 7 000 F : entre 43,50 F et 44 F pour une heure.

UN NOUVEAU TYPE DE FORMATION

Le Congé Individuel de Formation (C.I.F.)

Tu es à la S.N.C.F. depuis plus de deux ans, tu es au cadre permanent, auxiliaire ou contractuel, alors tu as la possibilité d'effectuer une formation de ton choix en dehors de l'entreprise. Comment ? Par simple demande de ta part.

Durant ton stage de formation, tu es rémunéré (si tu as un salaire en dessous de deux fois le S.M.I.C., tu toucheras ton salaire antérieur. Si tu as au-dessus de deux fois le S.M.I.C., tu toucheras 80 % de ton salaire antérieur sans pour autant être inférieur à deux fois le S.M.I.C.), tu gardes tes droits à l'ancienneté, aux congés payés, tu gardes donc tes facilités de circulation. C'est l'A.GE.C.I.F. (Association pour la Gestion du Congé Individuel de Formation) qui agréé les stages.

Cet organisme est paritaire (11 représentants des organisations syndicales dont 2 C.F.D.T. et 11 représentants de l'entreprise). Outre l'agrément des stages, l'A.GE.C.I.F. assure la couverture des frais de fonctionnement et d'inscription au stage, le remboursement de certains frais d'hébergement et de transport.

Ce congé te permettra :

- Soit de t'ouvrir plus largement à la culture et à la vie sociale (stage de langues, vidéo, diplôme d'animateur, etc.).
- Soit d'accéder à un niveau supérieur de qualification.
- De te perfectionner professionnellement.
- De changer d'activité ou de profession.

Conditions d'accès

- Deux ans d'ancienneté.
- Faire une demande à ton chef d'établissement au minimum un mois avant le départ en stage si ton stage est inférieur à six mois ; deux mois si ton stage est égal ou supérieur à six mois.
- Que le délai de franchise soit dépassé (temps à respecter entre deux stages).

A noter que ta demande peut être reportée :

- Si l'employeur estime que cette absence peut avoir des conséquences sur la marche de l'établissement (le C.E. donne son avis), report neuf mois.
- Lorsque l'absence au titre du C.I.F. dépasse 2 % pour l'établissement et 3 % pour la région, ou lorsque les fonds de l'A.GE.C.I.F. ne le permettent pas. La réponse d'autorisation d'absence doit te parvenir dans les dix jours.

Modalités de prise en charge

Tu fais ta demande d'autorisation d'absence, ton établissement examine les conditions d'ancienneté et le délai de franchise.

Un dossier t'est remis que tu dois transmettre à l'organisme de formation. Une fois de retour tu le transmets à ton établissement, avec un relevé d'identité bancaire ou postal.

L'établissement transmet le dossier à l'A.GE.C.I.F. via la région.

Durée des stages

Maximum un an s'il s'agit d'un stage continu à temps plein ou 1 200 heures s'il s'agit de stages discontinus ou à temps partiel.

Pour choisir ton stage, tu peux te renseigner :

A l'A.N.P.E., à la Préfecture, au conseil régional, dans les GRETA (Groupement d'établissement pour la formation continue), etc.

Listes des stages admis par l'A.GE.C.I.F.

- 1) Formation dispensée par les services et établissements publics et parapublics.
- 2) Toute formation agréée par l'Etat ou par les régions.
- 3) Toute formation conduisant à un diplôme permettant la prise de responsabilité dans la vie sociale.
- 4) Toute formation conduisant à un diplôme de l'enseignement technologique.

Les demandes concernant les stages non repris dans l'un des quatre chapitres sont transmises à l'A.GE.C.I.F. pour examen.

Pour la C.F.D.T., le congé individuel de formation doit permettre à plus de cheminots d'aller en formation et leurs permettre d'accéder à des formations autre que celles du domaine professionnel, chose qui n'était pas possible avant.

Contacte ton délégué C.F.D.T. pour plus d'informations.

TRANSFERT DES ACTIVITÉS SOCIALES Ça bouge un peu !

UNE délégation C.F.D.T. a été reçue par la commission PIROT, le 13 mars dernier. Cette commission avait été chargée, par le ministre des Transports, de fournir les éléments juridiques permettant de négocier le transfert des activités sociales S.N.C.F. aux comités d'établissements. Un rapport préliminaire a été diffusé en juillet 1984, il précisait essentiellement le partage entre les activités transférables aux C.E. et celles transférables à un organisme gestionnaire des Fonds d'Action Sanitaire et Sociale (F.A.S.S.). Bien qu'incomplet, il avait permis à la direction S.N.C.F. et aux organisations syndicales d'entamer des négociations qui

n'ont pas débouché et la direction gère toujours les activités sociales.

La commission PIROT vient de déposer, en ce début de mars, sur le bureau du ministre, son rapport définitif qui nous a été transmis ; nous l'analyserons prochainement dans ce journal après examen par les diverses instances fédérales.

Une nouvelle mission

Suite au blocage des syndicats minoritaires sur le projet d'accord mis au point en décembre, le ministre a confié à la commission PIROT, une nouvelle mission reposant sur deux questions :

- Comment gérer les activités dans l'attente du transfert ?

- Comment réaliser le transfert ?

La commission suggère la mise en place provisoire d'une structure nationale paritaire de gestion.

La C.F.D.T. a fait savoir qu'elle rejetait ce type de proposition qui avait essentiellement pour objectif de gagner du temps et de déposséder les C.E. de leurs prérogatives légales. Cela permettrait essentiellement à la S.N.C.F. d'éviter le transfert comme elle a déjà réussi à le faire en 1947 et 1969. Nous avons demandé à la commission de faire des propositions s'appuyant sur l'accord signé par C.F.D.T., C.G.T. et F.G.A.A.C. représentant près de 80 % du personnel.